

# Revue de la presse israélienne

DANS **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES** 1984/1 N° 10 , PAGES 229 À 243  
ÉDITIONS **INSTITUT DES ÉTUDES PALESTINIENNES**

ISSN 0252-8290

DOI 10.3917/rep.a.010.0229

Date de mise en ligne : 15/04/2024

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-d-etudes-palestiniennes-1984-1-page-229?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut des études palestiniennes.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# REVUE DE LA PRESSE

---

## israélienne

### L'ÉROSION DU CONSENSUS NATIONAL ISRAËLIEN

*Le consensus national entourant les principales questions du débat politique en Israël s'est altéré. Telle est la conclusion à laquelle parvient Yoram Peri qui analyse les composantes de ce consensus :*

- *Les Palestiniens. Le consensus qui prévalait depuis 1948, selon lequel les Palestiniens ne constituent pas une entité politique, est rompu depuis 1973. Aujourd'hui, Yoram Peri écrit : « Les Palestiniens sont perçus en tant que groupe national ayant droit à son propre cadre politique. Alors que dans les années 70 le fond du débat était de savoir s'il y avait ou non des Palestiniens, dans les années 80 il est centré sur les diverses alternatives concrètes susceptibles d'apporter une forme de solution politique. »*

- *L'armée et la politique. La conception « professionnaliste » de l'armée, en cours depuis 1949, s'est profondément modifiée. Désormais Tsahal est un appareil politique doté de sa propre idéologie.*

*Enfin, le concept de la pureté des armes s'est également altéré, selon l'auteur, depuis 1978. Désormais, le principe d'une guerre non justifiée par des considérations d'autodéfense est admis.*

*Nous reproduisons ci-dessous le texte intégral de la deuxième partie de cette étude publiée dans New Outlook (n° d'août-septembre 1983), mensuel israélien de langue anglaise.*

\*

#### *Les Palestiniens*

Le problème territorial a refait surface au lendemain de la fin de la guerre d'indépendance. Il fallut cependant plusieurs années avant que le problème palestinien ne s'étale au grand jour. Étaient-ce les Palestiniens ou bien les États arabes qui étaient appelés à devenir nos partenaires dans la paix et dans la guerre ? Tel était l'essentiel de la polémique à propos de cette question. En d'autres mots, quel était le centre du conflit israélo-arabe ? La réponse donnée depuis la guerre d'indépendance était claire : les États arabes ne désiraient pas reconnaître l'existence de l'État d'Israël.

En déclarant que « les Palestiniens n'existaient pas », Golda Meir n'était pas aussi naïve que ne la firent paraître par la suite ses adversaires. Elle entendait par là que le problème palestinien en tant que tel n'existait pas et que le conflit tournait autour des relations d'Israël avec les États



d'autant mieux aux territoires occupés comme la Cisjordanie au sujet desquels les attitudes publiques contiennent une forte charge émotionnelle. Toute action entreprise par Israël à l'égard de ces territoires devait forcément être vue avec sympathie par une partie de la population, et non moins ardemment critiquée par l'autre. Au cours des premières années d'occupation, les FDI ne déçurent pas les espérances. Même au temps du lieutenant-général Motta Gour, qui était le chef d'état-major politique par excellence, il était impossible d'accuser les FDI de mener une politique s'éloignant de considérations purement professionnelles.

Tout cela changea en 1978, lorsque le lieutenant-général Rafael Eitan fut nommé chef d'état-major. Ce soldat de profession, connu pour sa réserve, se révéla un extrémiste idéologique actif qui fit peu d'efforts pour cacher ses opinions à l'égard des territoires occupés et de bien d'autres questions. Dès son entrée en fonction, il scandalisa par son affirmation : « *Sans les territoires, nous serions incapables de défendre l'État.* » Cette déclaration est modérée par rapport à celles qu'il a faites depuis, et qui étaient toutes fondées sur des arguments puisés dans le lexique de l'extrême droite. Les raisons qu'il avançait pour préconiser l'annexion des territoires n'étaient pas en rapport seulement avec la portée de feu potentielle des canons ennemis, ou avec la question de savoir si la profondeur stratégique permettrait un délai d'avertissement suffisant avant toute attaque future. Il invoquait tout simplement le sionisme et la Bible. « *L'installation à Elon Moreh, affirmait-il, est une extension des colonies juives de Nahalal et Tel Adashim [son propre village natal].* » A partir du moment où il fit publiquement savoir que sa position à l'égard des territoires de Judée et Samarie était guidée par des motifs idéologiques, le chef d'état-major mit fin au statut spécial dont jouissaient les FDI en tant que corps de sécurité au sens strictement professionnel du terme.

Ainsi fut brisée d'un seul coup la structure délicate si soigneusement mise en place

par Ben Gourion. La sécurité n'est plus une question neutre, apolitique et autonome confiée à des professionnels. Elle est soumise à la discussion publique, à l'instar de toute autre question — telle l'augmentation du coût de la vie ou celle de savoir si les transports peuvent être autorisés durant le Sabbat. Le consensus qui plaçait la sécurité à l'écart ou au-dessus des controverses partisans s'est écroulé. L'affirmation fort significative de Ben Gourion : « *Une chose est claire, c'est que l'armée israélienne est au-dessus de toute polémique* », n'est plus valable.

### *La légitimité de la guerre*

Le dernier élément du consensus est en rapport avec la place qu'occupe la guerre dans l'expérience israélienne. Qu'est-ce qu'une guerre juste, et quand la guerre est-elle permise ? Quel est le but d'une guerre, et comment devrait-elle être menée ? Cette discussion commença en Palestine au début des années 20, entre la direction de la Hagana et celle de Hashomer. Mais la polémique prit fin rapidement. En raison, plus particulièrement, du sentiment prévalant selon lequel nous pourrions avoir à vivre par l'épée pour plusieurs années à venir, les pères fondateurs (suivis par la première génération de la direction militaire) trouvèrent nécessaire d'insister sur le fait qu'en Israël, l'expression « *la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens* » ne devrait jamais être interprétée de manière simpliste. En d'autres termes, la décision de tirer l'épée ne serait jamais prise à la légère, et tout devait être mis en œuvre pour la remettre en place aussi rapidement que possible.

La crainte de voir Israël transformé en un État-forteresse spartiate — avec une jeunesse imbue de valeurs militaristes — amena à la formulation de principes clairs et explicites définissant le caractère et le fonctionnement d'une organisation armée. L'organisation militaire n'était pas nommée « armée », mais « Hagana » (défense). Rien ne s'opposait au fait de



attaque préemptive, mais au mieux une guerre préventive. Une estimation plus critique l'a même définie comme une pure et simple agression.

On pouvait s'interroger sur la nécessité de déclencher cette guerre même pour réaliser ses objectifs initiaux, mais une fois les hostilités commencées, ces objectifs suscitèrent, comme prévu, l'adhésion de la nation tout entière : ils s'accordaient avec de nombreux aspects du concept israélien de guerre. Mais à partir du moment où les FDI, progressant vers le nord, s'engagèrent dans des « combats rapprochés » avec l'armée syrienne et assiégèrent Beyrouth, les protestations du public ne pouvaient plus être passées sous silence. Lorsqu'il devint évident que l'objectif de l'opération n'était plus simplement de repousser les canons terroristes au-delà de portée de la frontière nord d'Israël, mais bien plus loin, il devint tout aussi clair que cela n'était plus l'« Opération Paix pour la Galilée ». Cette guerre était vraiment quelque chose de tout à fait différent. Un but était de chasser l'armée syrienne du Liban et de créer un nouvel ordre politique qui laisserait le pouvoir fermement aux mains de chrétiens. Cependant, le but principal de la campagne était d'éliminer politiquement l'OLP, de faire en sorte que le plus grand nombre possible de Palestiniens soient rejetés hors du Liban, de porter un coup mortel au mouvement national palestinien et de supprimer toute tentative de réveil national en Cisjordanie. En cela, la guerre du Liban n'était plus une « guerre juste », dans les termes primitivement admis en Israël.

Indiscutablement, cette guerre était nettement différente de celles qui l'avaient précédée. A cet égard, on ne peut manquer de relever le flagrant écart entre l'énorme machine de guerre d'Israël d'un côté et les quelques milliers de combattants alignés par l'OLP de l'autre. En outre, le taux anormalement élevé de civils par rapport aux combattants parmi les victimes de la guerre suscita l'attention scandalisée de l'opinion mondiale. Il devint clair qu'Israël avait opéré un revirement par rapport à un autre principe sacro-saint de ses guerres

précédentes — celui de la « pureté des armes ».

Une comparaison faite par certains médias internationaux entre le comportement des FDI et celui de la machine de guerre nazie provoqua une vague de colère en Israël, et fut taxée d'antisémitisme. C'était une réaction naturelle, puisqu'un accent particulier était mis lors de la guerre du Liban — à la fois dans le « briefing » des soldats et au cours de la bataille — sur l'adhésion au principe de « pureté des armes ». Il est vrai que, tout au long des longues semaines de la guerre, furent rapportées des actions héroïques des soldats israéliens qui parfois risquaient leur propre vie pour essayer de sauvegarder leur humanité, même au plus fort de la bataille. Mais reste que pendant l'été 1982, les armes des FDI étaient manifestement « sales ». On tenta d'accommoder le respect du précepte de la « pureté des armes » et sa violation. Au cours de la guerre du Liban, on tenta un subtil distingo entre micro-« pureté des armes » et « macro-pureté ». Au niveau individuel (« micro »), les FDI étaient peut-être encore plus attachés que par le passé à maintenir la « pureté des armes ». Mais pour la conduite de la campagne dans son ensemble (niveau « macro »), le principe fut totalement mis à l'écart. Quand l'armée détruit un immeuble abritant quarante personnes afin d'éliminer un criminel caché dans la cave (pour citer l'image employée par le président Reagan), vous ne pouvez pas parler de « pureté des armes ». Naturellement, le blâme numéro un retombe sur le meurtrier qui a pris les quarante citoyens en otages, en faisant une sorte de bunker humain afin de sauver sa propre vie. Mais ceux qui ont bombardé l'immeuble ne sont pas moins responsables de la destruction et du meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants pour qu'un seul individu soit « puni ».

Les circonstances de la mort du colonel Ariel Regev illustrent peut-être le mieux ce point. En 1968, des groupes de l'OLP s'étaient infiltrés en Cisjordanie, et certains avaient trouvé abri dans les grottes et les vallées étroites du désert. Au cours d'une



l'information de parvenir au public. Tous les organes d'information furent mobilisés pour soutenir la politique gouvernementale. Ils perdirent ainsi leur relative indépendance. Un dispositif puissant, défini par Althusser comme « l'appareil idéologique de l'État », fut mis en mouvement pour habituer la nation au nouveau système de valeurs.

Il faut bien l'admettre : le public israélien, dans son ensemble, soutient le gouvernement en ce qui concerne la guerre du Liban. Mais, dialectiquement parlant, le fossé qui divise la nation s'est approfondi. Les gouvernements précédents s'étaient reposés sur de faibles majorités parlementaires (le gouvernement actuel du Likoud jouit du soutien de 63 des 120 membres de la Knesset), mais ils menèrent leur politique à partir du centre, tandis que l'opposition, divisée entre droite et gauche, se neutralisait. Mais le second gouvernement Begin qui accéda au pouvoir en 1981 (et plus encore après que le parti Tehiya eut rejoint la coalition), fut le premier à adopter dans le domaine délicat de la sécurité une politique approuvée par une seule partie : la droite.

De plus, l'opposition à la guerre est concentrée de façon disproportionnée dans des groupements et des secteurs de poids et d'influence significatifs dans le pays : les élites culturelles, intellectuelles et spirituelles et ceux qui façonnent l'opinion. Il est vrai que leur force formelle est équivalente à celle de la population d'une ville d'immigrants, mais aucun régime, aussi populiste soit-il, ne peut ignorer longtemps les opinions et les positions de tels groupements. Les sondages d'opinion peuvent peut-être confirmer que la politique de ruse, par laquelle ils ont réussi à engager une guerre sans consensus national, a été un triomphe. Mais les sondages ne reflètent que des humeurs passagères ; ils ne sont qu'un test à court terme. La guerre du Liban a amené Begin vers un sommet à partir duquel le chemin ne s'oriente que dans une seule direction.

A Yoram PERI, *New Outlook*, août-septembre 1983.

## ISRAËL ET LES GUERRES DU LIBAN

*Les événements du Liban suscitent de nombreuses interrogations en Israël qui se sent concerné au premier chef puisqu'il occupe 2 800 km<sup>2</sup> de ce pays dont la surface totale n'excède pas 10 452 km<sup>2</sup>.*

*Certains, tel Hirsch Goodman, commentateur militaire du Jerusalem Post, estiment qu'Israël ne pourra demeurer longtemps passif face aux événements qui se déroulent sur le sol libanais. L'auteur révèle que de nombreuses pressions aussi bien intérieures qu'extérieures, notamment américaines et libanaises, s'exercent sur l'État hébreu afin qu'il adopte une politique interventionniste et qu'il sauve le régime du président Gemayel. Mais, selon Hirsch Goodman, Israël devrait évaluer soigneusement ses objectifs politiques avant de se lancer dans pareille entreprise militaire.*

*La leçon que tire Dany Rubinstein de la guerre du Liban est tout à fait différente. Cette guerre, selon Dany Rubinstein, a définitivement sonné le glas du concept israélien qui veut que la sécurité de l'État hébreu ne soit assurée qu'au prix d'une coalition de minorités. Toutes les tentatives visant à créer une alliance entre Israël et les « minorités non arabes [sic] » du Proche-Orient ont été vouées à l'échec, constate Dany Rubinstein qui conclut en soulignant la nécessité pour son pays de fonder sur d'autres principes ses relations avec son environnement arabe.*

*Enfin Zeev Shiff, commentateur militaire de Haaretz, analyse l'impasse dans laquelle se trouve, selon lui, l'État hébreu contraint de prêter main-forte à la fois aux phalanges et aux druzes, pour des considérations de politique extérieure et intérieure à la fois, (alliance avec les Gemayel d'un côté, poids de la communauté druze israélienne de l'autre). La situation qu'Israël aura à affronter au Liban-Sud risque d'être aussi délicate, estime Zeev Shiff, en raison de la présence conjointe dans cette partie du pays des forces du major Haddad et des chiites libanais.*



effet, avait recommandé, tout comme le chef des services de renseignements militaires, M. Yehoshua Saguy, la limitation des contacts avec les phalangistes. David Kimche, directeur général du ministère des Affaires étrangères, peut aussi être tenu pour responsable des événements qui conduisirent à une expansion de la guerre au Liban. [...]

Nous ne pouvons éviter les implications morales d'une passivité continue d'Israël face aux événements du Liban. Que nous approuvions cette guerre ou non, nous sommes largement responsables de la situation qui s'est développée à la suite du redéploiement [israélien le long de la rivière Awali].

Nous avons provoqué les circonstances qui ont soulevé, à l'intérieur du gouvernement de Gemayel, de faux espoirs concernant un Liban nouveau. Nous avons également leurré les phalangistes en les laissant croire que nous serons là pour leur prêter main-forte en cas de difficultés militaires.

Israël peut-il refuser de voir la menace qui pèse sur le sort de Gemayel et la menace physique qu'affrontent nos anciens alliés ?

Par ailleurs, Israël peut-il — nonobstant les questions morales — se permettre réellement de se retrouver impliqué dans la folie que constitue le Liban, où aucune issue n'est possible ?

Maintenant, après seize mois de guerre et des milliers de victimes, les partisans les plus fervents de la guerre du Liban et de ses objectifs se rendent à l'évidence : les armes ne peuvent résoudre les problèmes de ce pays. Bien au contraire, elles ne feront que les exacerber. Dans ce cas, n'est-il pas préférable de marquer un temps d'arrêt et de réévaluer nos objectifs plutôt que de se laisser entraîner dans une guerre où il n'y a que différents degrés de vaincus.

M. Arens préconise une telle pause. Il est apparemment parvenu à la conclusion que seul l'espoir d'empêcher les tirs de Katioucha sur la Galilée mérite d'être sauvé du gâchis hérité d'Ariel Sharon. Il semble également convaincu de l'impossibilité d'empêcher une révolution politique au Liban quelle que soit l'étendue de l'engage-

ment d'Israël. Il n'est prêt à aucun risque, ni à affecter les moyens adéquats en vue d'atteindre l'impossible : un Liban stable et uni sous un gouvernement jouissant du degré d'indépendance nécessaire au maintien de relations pacifiques avec Israël, et suffisamment solide pour supporter les violentes manifestations de sentiments politiques intérieurs antagonistes.

Le ministre de la Défense se retrouve donc dans une situation précaire et en porte à faux avec les nombreuses personnes qui ne partagent pas son approche. Il se peut qu'il ait à repousser les loups politiques convoitant son poste, tel Ariel Sharon, lequel, au cours des trois dernières semaines, n'a pas manqué une occasion publique de mettre en doute la compétence d'Arens. Dans le même temps, il devra juguler l'opposition de ceux qui, à l'intérieur de l'establishment, ont une idée claire concernant l'élaboration de la politique de défense du pays.

Tout cela ajouté aux pressions qui pourraient s'exercer de la part des États-Unis, du gouvernement libanais et des forces libanaises, fait qu'Arens aura du mal à maintenir son refus proclamé de retraverser l'Awali.

Tant que la politique d'Arens sera perçue comme personnelle plutôt que comme celle d'un gouvernement uni et représentatif, le danger d'un nouveau engagement israélien au nord de l'Awali semble inévitable. Le processus commencera lentement, une concession par ci, une pression par là, et lentement mais sûrement apparaîtront de nouvelles entraves enchaînant Israël aux événements du Liban.

Les arguments pour le respect par Israël de ses engagements sont tout aussi justifiés que ceux réclamant notre retrait total et rapide du Liban. Il est par contre injustifiable qu'un pays s'engage dans une impasse par erreur, sans objectifs définis en vue, après que les fusils se sont tus.

Hirsh Goodman, *The Jerusalem Post*,  
23 septembre 1983.

### MORT DE LA « COALITION DES COMMUNAUTÉS »

[...] Il est fort possible que la guerre du Liban entre dans l'histoire, non seulement en tant que signe de la dernière phase de l'amitié avec les maronites, mais également comme le triste épilogue du concept traditionnel sioniste-israélien, qui veut que l'État juif trouve une place convenable et sûre dans la région au sein d'une coalition de minorités.

Il y a peu de temps, j'ai lu dans les Mémoires de feu Eliahou Sasson quelques détails concernant des rencontres et des négociations qui avaient eu lieu dans les années 30 entre les chefs des habitants juifs et des représentants maronites. Eliahou Sasson avait ainsi discuté avec le patriarche maronite, Antoine Arida, de la possibilité de remodeler entièrement le sud du Liban et de transférer ses habitants chiites en Irak. L'Irak compte la plus grande communauté chiite de la région. Des idées furent avancées qui portaient sur le transfert des chiites du Sud-Liban en Irak. Un tel transfert permettrait de réaliser une jonction régionale entre les concentrations maronites des montagnes du Metn et du Chouf et les habitants juifs du pays. Cela n'est qu'un événement mineur sans importance particulière, en marge de l'un des concepts habituels sur lesquels s'appuie la politique sioniste et israélienne. Ces concepts visent à créer une alliance de minorités au Moyen-Orient, qui se protégeraient face au grand bloc arabo-islamique.

C'est un sujet connu qu'il n'est pas nécessaire d'approfondir. De nombreuses informations ont été publiées à l'étranger concernant les aides fournies par Israël aux Kurdes d'Irak et aux insurgés du sud du Soudan. On n'a pas encore oublié les propositions d'Yigal Allon durant la guerre des Six Jours, portant sur la poursuite de l'attaque sur les hauteurs du Golan afin de libérer (?) la minorité druze du Jabal Druze.

Ce ne sont que quelques exemples. La politique traditionnelle d'Israël a essayé de desserrer l'étau du boycott arabe le

frappant, en créant des relations avec des pays non arabes entourant la région : l'Irak, la Turquie, l'Afrique du Sud (sic). On a même appliqué en politique intérieure le principe de la distinction entre les groupes religieux et ethniques : druzes, chrétiens, tcherkesses, bédouins. Le point culminant de cette politique fut naturellement atteint par l'aide aux maronites dans leurs conflits ces dernières années. La mémoire peut être parfois courte, mais il y a peu de temps les hommes politiques israéliens répétaient à l'envi que nous n'abandonnerions pas la minorité chrétienne qui se fait tuer au Liban. Notre engagement et notre intervention dans la bataille ont pris une tournure importante il y a un peu plus de deux ans, lorsque l'aviation israélienne a abattu deux hélicoptères syriens près de la Beqaa. Begin avait déclaré alors : « *En tant que juifs, nous ne pouvons rester indifférents au massacre des minorités chrétiennes du Liban...* » [...]

Mais que se passe-t-il aujourd'hui ? Nul ne parle désormais de notre mission de juifs pour sauver les maronites. On chuchote au gouvernement et dans l'armée israélienne que les maronites sont à bout, et qu'il n'est pas possible de les aider. Ils formaient dans le passé 30 % et plus des habitants du Liban ; aujourd'hui, les estimations tournent autour de 17 %. Divisés en fractions multiples et opposées, ils s'adonnent également au terrorisme et commettent des tueries. A Jérusalem, on reçoit Dany Chamoun qui essaie de s'affirmer à travers la tension prévalant entre Israël et les Phalanges. Nous n'avons pour tout ami fidèle là-bas qu'une faible minorité dénommée les « Gardiens du Cèdre », et qui n'est qu'une petite bande de fanatiques sans espoir aucun, ni parmi les maronites, ni bien sûr dans le reste du Liban. Quant aux relations avec les Phalanges, elles sont branlantes, et à Jérusalem personne ne cache sa déception quant à leur « trahison ». La politique israélienne affirme à présent avec insistance : « Nous sortirons de là, nous nous retirerons derrière les nouvelles lignes, et peu nous importeront les massacres et l'avenir des minorités. »

Une évidence s'impose : la minorité maronite, avec laquelle Israël voudrait établir des liens et une alliance contre la nation arabe (islamique) n'est plus intéressée par ce projet, et n'est plus en mesure de le concrétiser. Elle préfère peut-être une alliance et des liens avec la majorité dans la région, et non avec une autre minorité ! Et ce n'est pas tout.

Un changement visible s'est fait jour à propos de l'illusion concernant une autre minorité, celle des druzes. Ceux-ci sont intégrés au pouvoir et à la société en Syrie. Leurs frères au Liban luttent contre nous, contrairement à ce que croyaient et croient toujours de nombreuses personnes en Israël. A l'instar de nombreux maronites, les druzes là-bas, semble-t-il, se considèrent arabes : ils préfèrent établir des liens avec le monde arabo-islamique et s'y intégrer, au lieu de se joindre à une coalition de minorités qui serait dirigée par Israël ; sans oublier une autre minorité, celles des alaouites en Syrie, qui occupe le pouvoir à Damas, et qui est dirigée par le président Hafez al Assad, l'un des plus féroces ennemis d'Israël.

Dans de nombreuses années, la guerre du Liban révélera une image qui montrera que les minorités du Moyen-Orient mettent au premier rang de leurs priorités la liaison et l'intégration au monde arabe, et non les liens avec nous. Aucune d'entre elles n'est à nos côtés, ni les maronites, ni les druzes, ni les alaouites, ni les chrétiens dans leurs diverses confessions. Il ne nous reste plus que les Kurdes, qui sont loin de nous, et à propos desquels les informations publiées sont presque inexistantes.

Quant au non-Arabes qui entourent la région, ils nous ont pareillement déçus, à commencer par la Turquie, pour finir par les pays africains. Sans oublier l'Iran en guerre contre l'Irak et qui pourtant compte parmi les régimes les plus anti-israéliens de la région. La réalité semble tourner en dérision la « théorie israélienne et sioniste des minorités », car le seul et véritable accord de paix, c'est l'Égypte qui l'a signé avec nous. L'Égypte, le plus grand pays arabe, la mère de l'arabisme, dont les principes

arabo-islamiques contredisent totalement toute idée visant à partager le Moyen-Orient en minorités. Ainsi, les leçons du Liban peuvent mettre fin à l'un des principes les plus importants et les plus ancrés du retour contemporain à Sion, et peuvent permettre l'élaboration d'autres principes fondés sur nos relations avec notre environnement arabe.

Dany Rubinstein, *Davar*, 19 août 1983.

### ENTRE LES DRUZES ET LES CHRÉTIENS

Notre hésitation entre deux alliés — les chrétiens et les Phalanges d'une part et les druzes d'autre part — compte certainement au nombre des conséquences secondaires et stupides [de la guerre] du Liban. Chacune des deux parties nous accuse aujourd'hui d'appuyer ses ennemis et de l'abandonner, ce qui risque de nous faire perdre l'amitié des deux camps à la fois. Le plus grand danger réside toutefois dans le fossé qui se creuse entre les druzes d'Israël et nous. Car ceux-ci vivent actuellement une grave crise du fait du danger pesant sur leurs frères. Ils ne s'inquiètent pas du nombre des leurs qui, au Chouf, soutiennent la Syrie ou Israël. Leur principal souci est d'éviter que leurs frères ne soient exposés au massacre. Ayant démontré leur solidarité avec Israël tout au long de ces années, participé à sa défense et contribué à son avenir, les druzes d'Israël nous demandent aujourd'hui aide et compréhension pour écarter le danger qui menace leurs frères du Chouf, tout comme Israël s'inquiète des juifs de Moscou ou d'ailleurs.

La mise d'Israël au banc des accusés pour tout événement important illustre bien l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Si des massacres ont lieu après notre retrait, ils en accuseront Israël. Si le régime d'Amine Gemayel tombe du fait de l'échec dans les montagnes du Chouf, ils désigneront d'un doigt accusateur Israël. Si les marines qui doivent prendre position



que cela implique. De même que l'aide des druzes pourrait susciter la colère du deuxième allié, les phalanges, ainsi que celle du régime d'Amine Gemayel. Tel est le piège.

Une opinion répandue en Israël veut que la seule issue de ce bourbier du Chouf soit la réalisation d'une entente entre druzes et chrétiens. Sans entente, il y aura immédiatement après le retrait une expulsion. Les Phalanges ne rejettent pas l'appel israélien à une entente avec les druzes mais à leur avis, celle-ci n'est possible qu'avec le chef druze le plus modéré : Arslan et non Joumblatt. Ils demandent que l'armement lourd, entreposé par les druzes à Moukhtara (le village de Joumblatt) soit remis à Arslan, par l'intermédiaire de l'armée israélienne. Les observateurs israéliens estiment qu'une telle opération est impossible et ne servirait qu'à faire couler plus de sang. Beaucoup de druzes appuient Joumblatt non en raison de son alliance avec les Syriens ou avec la gauche, mais à cause des dangers qui les menacent.

En réalité, les efforts israéliens pour un dialogue se dirigent vers Amine Gemayel et les Phalanges d'une part, et vers les druzes dirigés par Joumblatt d'autre part. Le régime central détient la clé, quoique les chances de succès soient minces. Au nombre des efforts déployés en ce sens par Israël, jusqu'à présent, figure la demande faite à Washington d'intervenir auprès d'Amine Gemayel (en faveur d'une entente) lors de sa dernière visite aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, il est presque certain qu'Israël entreprendra un certain nombre de démarches avant le retrait, qui seront certainement interprétées par les Phalanges et les chrétiens comme un appui aux druzes.

A titre d'exemple, celui qui ne veut pas affaiblir les druzes et créer une situation plus favorable à la partie adverse ne peut diviser le Chouf en plusieurs secteurs lors du retrait. Le retrait du nord du Chouf et l'isolement du secteur sud, qui comprend Moukhtara (le village de Joumblatt) feraient des druzes de la partie nord des

otages livrés au bon plaisir des Phalanges et des chrétiens. Il est possible de prévoir presque avec certitude qu'avant le retrait, Israël, dans le cadre de ses efforts de médiation, remettra les dépôts d'armes de Moukhtara aux partisans de Joumblatt, et non à ceux d'Arslan. Il est également possible qu'Israël offre des aides militaires vitales à des fins de protection personnelle. Cela pourrait être interprété comme une aide indirecte de l'armée israélienne aux Syriens, mais le cercle ironique dans lequel est tombé Israël ne lui permet pas d'éviter une telle démarche, si nous voulons nous retirer du Liban avec le moins de pertes possible. Il est sûr que dans ce cas le cri des Phalanges s'élèvera jusqu'au ciel ; c'est pourquoi nous n'aurons d'autre choix que celui de les dédommager de manière substantielle. Cela signifie plus d'armes, ce qui ne sera pas vu d'un bon œil par l'armée libanaise ni par le gouvernement musulman. Telles semblent être les prévisions des phalanges, car leurs demandes ont beaucoup augmenté par rapport au passé.

Tel est le jeu délicat auquel nous nous sommes condamnés. Mais les possibilités d'échec sont très grandes. A supposer que notre retrait du Chouf soit possible, nous aurons à affronter une situation également délicate dans le Sud libanais, où nous devons avancer avec précaution. Nous aurons à faire face au major Saad Haddad d'une part, qui forme avec ses troupes le noyau de la force militaire qui restera au sud, et d'autre part les chiïtes qui sont devenus la confession la plus importante du pays et la force centrale du Liban futur.

Zeev Schiff, *Haaretz*, 29 juillet 1983.

#### LA DÉMISSION DE MENAHEM BEGIN

*Artisan de la paix au Proche-Orient ou faiseur de guerre, telle est la question que soulève David Landau au sujet de Menahem Begin. Pour le commentateur diplomatique du Jerusalem Post, la réponse est*

*évidente : « L'invasion du Liban, écrit-il, et la malheureuse collaboration avec les chrétiens là-bas a de toute évidence brutalement contredit toute prétention d'une stratégie de paix. »*

*Il est clair, poursuit David Landau, que Menahem Begin a déclenché la guerre du Liban pour briser la direction politique palestinienne en exil (l'OLP) et pouvoir ainsi mieux soumettre à son joug les Palestiniens de Cisjordanie.*

*Nous reproduisons ci-dessous le texte de cet article paru dans le Jerusalem Post du 30 septembre 1983.*

## LE LEGS BEGIN

Le président Amine Gemayel a été constant dans son inconstance. Après être parvenu à un accord avec Ariel Sharon en décembre, il a refusé de l'officialiser jusqu'au mois de mai. L'ayant finalement fait, il a refusé de le ratifier jusqu'à présent. Aujourd'hui, avec l'érosion du pouvoir au Liban, il est peu probable qu'il le fasse jamais.

Lorsqu'il est poussé par ses amis chrétiens, Gemayel a une réponse toute faite : pourquoi devrait-il, lui, chef chrétien du Liban, lier son sort à Israël et rejeter par conséquent le monde arabe, lorsqu'Israël lui-même est engagé dans une voie de conciliation et de paix avec ces mêmes Arabes ? L'argument est à la fois poignant et convaincant. Pourtant il ne satisfait pas les plus radicaux de ses amis chrétiens. Ils ne croient pas à la possibilité de paix et de conciliation avec le monde arabe — ni pour eux ni pour Israël.

Ils sont convaincus que la communauté arabo-musulmane n'acceptera jamais de plein gré l'existence d'une communauté étrangère en son sein, sur le même pied d'égalité et avec des droits politiques égaux.

Ils considèrent le traité de paix israélo-égyptien comme un arrangement tactique et provisoire, non comme un élément précurseur d'une nouvelle ère de paix entre

Juifs et Arabes. Historiquement, insistent-ils, les Juifs d'Israël et les chrétiens du Liban sont des alliés inévitables dans leur lutte interminable pour la survie indépendante dans un environnement hostile.

Ce débat entre Amine Gemayel et ses amis chrétiens peut, peut-être, aider les Israéliens qu'un conflit divise autour de l'épithète politique de Menahem Begin : faiseur de paix ou de guerre.

L'invasion du Liban l'année dernière et la malheureuse collaboration avec les chrétiens là-bas ont de toute évidence brutalement contredit toute prétention à une stratégie de paix. « *Nous engageons ici la bataille d'Eretz Israel* », a déclaré, dans un rare moment d'honnêteté, le chef d'état major d'alors, Raphael Eitan, aux soldats des Forces de défense d'Israël assiégeant Beyrouth.

Les positions israéliennes du moment firent leurs les slogans que les chefs chrétiens radicaux utilisent jusqu'à aujourd'hui dans leurs discussions avec Amine Gemayel ; des slogans relatifs aux « *alliés naturels* » et au « *monde arabo-islamique qui dans sa totalité est contre nous* ».

L'objectif (...) était d'installer les chrétiens avec Bechir Gemayel à la barre d'un « ordre nouveau » au Liban, et d'y écraser l'OLP afin de dompter les Palestiniens d'ici. Cela reflète difficilement l'esprit de Camp David.

(Tout comme cela constitue difficilement le plus haut point de sagacité politique ou de réalisme, mais cela est une autre affaire.)

Menahem Begin ne peut pas non plus se cacher maintenant derrière l'ombre corpulente d'Ariel Sharon. Si c'est ce à quoi ses collaborateurs font allusion lorsqu'ils parlent à mots couverts de « *trahison par ceux en qui il avait confiance* » pour expliquer son profond désespoir — ça ne marche pas.

Sharon a peut-être mis du temps à rendre compte au Premier ministre de démarches militaires spécifiques. Mais il n'était pas question d'avoir « mené Begin par le bout du nez », ni « tiré un voile devant les yeux du Premier ministre » en ce qui concernait

la politique fondamentale. Les deux hommes étaient d'accord pour installer les Phalanges au pouvoir, écraser l'OLP et pour invoquer la paix pour la Galilée comme alibi.

Faiseur de guerre alors ? Est-ce le résumé de la politique de Menahem Begin ? Cela implique que Camp David était inutile, un abus de confiance perpétré par Begin à l'encontre de Sadate et de Carter.

Ayant obtenu grâce à Camp David une paix séparée avec l'Égypte, il entreprit l'annexion *de facto* de la Cisjordanie et de ses habitants palestiniens en déclenchant la guerre au Liban pour briser leur direction politique en exil et ainsi pouvoir mieux les soumettre à son joug.

A Camp David, il avait donné son accord au « *transfert du pouvoir de manière pacifique et organisée* », à « *l'autonomie complète des habitants* », « *au remplacement du gouvernement militaire* », « *au retrait des forces armées israéliennes* », « *aux droits légitimes du peuple palestinien* », mais telles n'étaient pas ses intentions réelles.

Cela est une accusation vraiment terrible — et d'autant plus terrible si elle s'avère fondée — car elle alimentera, pour les générations à venir, les calomnies séculaires (de ruses et de procédés malhonnêtes) dont nous faisons l'objet.

Pourtant ce n'est pas une affirmation nouvelle. Elle transparait entre les lignes de certaines biographies publiées par d'autres figures clés de Camp David. En fait, elle est sous-entendue aussi — avec approbation dans ce cas — par les dirigeants chrétiens libanais qui cherchent à assurer leur président qu'Israël n'est pas, comme le pense Gemayel, engagé dans un processus de conciliation et de paix véritables avec les

Arabes. Il n'est pas facile pour les Israéliens — quel que soit leur credo politique — d'accepter le fait que leur Premier ministre ait triché en leur nom, délibérément, cyniquement, et qu'il ait enrobé sa ferme détermination à rester un faiseur de guerre dans les paroles mielleuses d'un artisan de la paix.

Il serait peut-être préférable de soulager notre conscience individuelle et collective et de sauver l'épithète politique de Begin en émettant les hypothèses de l'après-Camp David : si la Jordanie s'était jointe au processus... si les Palestiniens avaient accepté l'autonomie pour commencer... si les Arabes « modérés » avaient appuyé le processus... si ces événements s'étaient produits, l'issue de Camp David aurait bien pu être différente — malgré toutes les acrobaties verbales de Begin et ses échappatoires légalistes.

Rien de tout cela ne s'est produit et, en 1982, les accords cadres de Camp David pour une solution du problème palestinien étaient virtuellement restés lettre morte.

Ayant osé risquer le credo politique de toute une vie, Menahem Begin — qui ce faisant, ne méritait pas le prix Nobel ni les accolades du monde — était confortablement sûr en 1982 que l'intransigeance arabe lui servirait de caution. Il échangea alors son rôle d'artisan de la paix contre celui de faiseur de guerre.

L'échec de la guerre — et elle était vouée à l'échec — peut cependant replacer l'Israël de l'après-Begin sur la voie de la conciliation et de la paix avec les Arabes. Amine Gemayel pense que nous sommes engagés irréversiblement dans cette voie. Espérons qu'il a raison.

David Landau, *The Jerusalem Post*,  
30 septembre 1983.

